



Conseil économique
et social

Distr.
GENERALE

E/ICEF/1990/8
24 novembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

FEB 12 1990

UN/ISA COLLECTION

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Session de 1990

POUR INFORMATION

EVOLUTION DES PROGRAMMES DANS LA REGION DE L'ASIE DE L'EST
ET DU PAKISTAN ET EN CHINE

Le présent document donne un aperçu de la coopération de l'UNICEF dans la région de l'Asie de l'Est et du Pakistan et en Chine en 1989.

Le bureau régional de l'UNICEF a la responsabilité de la coopération avec les pays et territoires suivants : Bangladesh, Brunéi Darussalam, Hong-kong, Indonésie, Kampuchea, Malaisie, Myanmar*, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Singapour, Thaïlande, Viet Nam et pays et territoires insulaires du Pacifique (Etats fédérés de Micronésie, Fidji, îles Cook, îles Marshall, îles Salomon, Kiribati, Nioué, Palaos, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu, Vanuatu). Le bureau de l'UNICEF à Beijing est responsable de la coopération avec la Chine.

* L'Union birmane a officiellement modifié son nom en mai 1989 et s'appelle désormais Union myanmare.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. ASIE DE L'EST ET PAKISTAN	1 - 95	4
A. Tableau d'ensemble de la région	1 - 11	4
1. Principaux événements politiques	2 - 4	4
2. Tendances économiques	5 - 9	4
3. Pauvreté	10 - 11	6
B. Etat d'avancement et tendances des programmes	12 - 69	6
1. Priorités dans le domaine de la survie et du développement de l'enfant	12 - 27	6
2. Nutrition	28 - 38	10
3. Syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA)	39 - 41	12
4. Activités féminines	42 - 47	13
5. Services en milieu urbain	48 - 49	14
6. Enfants dans une situation particulièrement difficile	50 - 52	15
7. Education et développement des jeunes enfants ...	53 - 62	15
8. Objectifs et stratégies pour les années 90	63 - 67	17
9. Financement complémentaire et utilisation des fonds destinés à des activités de portée mondiale	68 - 69	19
C. Services généraux	70 - 95	19
1. Services de planification, d'évaluation et de suivi	70 - 73	19
2. Services régionaux de nutrition	74 - 76	20
3. Services consultatifs pour les services en milieu urbain et les enfants dans une situation particulièrement difficile	77	20
4. Fournitures	78 - 79	21
5. Administration, personnel et finances	80 - 81	21
6. Relations extérieures	82 - 87	21
7. Personnel régional	88	22
8. Communications pour l'appui aux programmes	89 - 90	23
9. Coopération interinstitutions	91 - 95	23
II. CHINE	96 - 125	24
A. Evolution politique et économique	96 - 102	24
B. Etat et tendances du programme	103 - 115	26
1. Santé et nutrition	104 - 105	26
2. Education de base	106 - 107	26
3. Intégration des femmes au développement	108	27
4. Développement de l'enfant	109	27
5. Incapacités chez les enfants	110 - 111	27

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
6. Régions défavorisées	112	28
7. Evaluation	113	28
8. Opérations et gestion	114	28
9. Relations extérieures	115	28
C. Coopération interorganisations	116 - 120	29
D. Stratégies des années 90	121 - 125	29

I. ASIE DE L'EST ET PAKISTAN

A. Tableau d'ensemble de la région

1. En Asie de l'Est et au Pakistan, la situation des femmes et des enfants et leur accès aux services ont, en 1989, subi l'influence de divers événements politiques, économiques et écologiques nationaux et internationaux. Dans l'ensemble, l'année 1989 a été marquée par la continuité politique et par une croissance économique modeste, qui, dans beaucoup de pays, est allée de pair avec une amélioration de l'état de santé et du degré d'instruction des femmes et des enfants. Mais un fort accroissement démographique, la dégradation de l'environnement, les inégalités dans l'accès aux services et l'augmentation globale du nombre de familles qui se situent au-dessous du seuil de pauvreté restent des problèmes qu'il faudra résoudre au cours des années 90.

1. Principaux événements politiques

2. L'année politique a été marquée, en Asie du Sud-Est, par la situation au Kampuchea. Les réunions informelles de Jakarta sur le Kampuchea, commencées en juillet 1988, se sont poursuivies, et ont abouti, à la fin de juillet 1989, à la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, qui visait à négocier un règlement politique. Ouverte dans un climat d'optimisme marqué, la Conférence, qui réunissait 19 participants, a suspendu ses travaux après un mois de pourparlers.

3. En République démocratique populaire lao, sous l'égide du Parti populaire révolutionnaire lao, a eu lieu, pour la première fois, l'élection d'une nouvelle Assemblée populaire suprême. Aux Philippines, le cycle d'élections du gouvernement Aquino a été parachevé en mai 1989, par l'élection de 280 000 membres des conseils locaux, dans les 42 000 barangay (petites municipalités), pour donner corps à la politique de décentralisation. L'Union birmane a officiellement changé de nom, et s'appelle Union myanmare depuis mai 1989. En mars 1989, le gouvernement a rendu public un projet de loi électorale annonçant des élections nationales pour mai 1990.

4. Aggravant les difficultés économiques, l'instabilité politique s'est perpétuée dans plusieurs pays insulaires du Pacifique, et la question des droits de l'homme reste un facteur de division dans plusieurs pays. Au Myanmar, les écoles primaires et les collèges ont rouvert leurs portes en septembre 1989 après avoir été fermés pendant un an, mais les lycées et les établissements d'enseignement supérieur restent fermés.

2. Tendances économiques

5. En 1988 et 1989, la croissance économique a été très contrastée : dans plusieurs pays, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de plus de 7 % tandis que dans d'autres une forte inflation s'accompagnait de stagnation économique. L'économie thaïlandaise a continué à enregistrer de bons résultats, avec une croissance projetée du PIB de 9,5 %. En Malaisie et en République de Corée, les projections donnent à attendre une croissance un peu moins forte qu'entre 1986 et 1988. Aux Philippines, la croissance a dépassé l'objectif du gouvernement pour 1988 et serait de 6,5 % entre 1989 et 1990. En Indonésie et au Pakistan, les

taux de croissance sont restés supérieurs à ceux de la plupart des pays de la région. Le Pakistan a maintenu une croissance de 5,8 % et l'Indonésie de 4,2 %. Au Myanmar, le taux de croissance projeté du PIB est de 3,4 % pour l'exercice budgétaire 1989/90 et au Viet Nam, la croissance de la production aurait été de 5,5 % en 1988, l'objectif pour 1989 étant de 7,6 %. Par contre, dans les pays insulaires du Pacifique, les résultats restent médiocres, avec des taux de croissance presque nuls ou même négatifs.

6. Dans plusieurs pays, la croissance économique a été influencée par des circonstances particulières. Après des inondations catastrophiques, l'économie du Bangladesh a continué sa reprise, et la croissance projetée est de 2,5 % seulement en 1989. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le différend qui a éclaté entre les pouvoirs publics et les propriétaires du sol a entraîné la fermeture de la mine de cuivre de l'île de Bougainville, qui assure plus de la moitié des recettes d'exportation du pays. Les pouvoirs publics ont ainsi beaucoup de mal à assurer les services de santé et d'enseignement. En Thaïlande, une loi nouvelle, adoptée après des inondations causées par un déboisement massif, interdit toute exploitation forestière. Les exportations de bois d'oeuvre du Kampuchea, de la République démocratique populaire lao et du Myanmar ont notablement augmenté.

7. Plusieurs pays ont entrepris de restructurer leur économie. Au Viet Nam, l'Assemblée nationale a approuvé des réformes qui libéralisent le système économique en permettant la passation de contrats plus nombreux avec des entreprises étrangères, et des mesures ont été prises pour accroître la production vivrière, notamment de denrées alimentaires de base, la production de biens de consommation et celle de marchandises exportables. Des réformes sont mises en oeuvre dans les activités bancaires et dans la fiscalité de l'agriculture. En République démocratique populaire lao, des réformes encouragent l'expansion de l'activité économique dans le secteur privé, dans celui des services et dans l'industrie. Au Kampuchea, le rétablissement de la propriété foncière privée et une réduction de l'exploitation collective de la terre stimulent la production agricole. Au Myanmar, les autorités ont annoncé une libéralisation des échanges, la privatisation et l'ouverture des marchés, mais la mise en oeuvre de ces mesures n'a pas encore commencé.

8. Dans plusieurs pays de la région, surtout au Viet Nam et au Myanmar, l'inflation est un problème grave. Au Myanmar, elle atteindrait 500 %. Au Bangladesh, à Fidji, en République démocratique populaire lao et au Pakistan, les taux d'inflation ont été de 10 % environ. Aux Philippines, on s'attend à ce que le relèvement des salaires et le déficit budgétaire portent le taux d'inflation à 10 % ou plus avant la fin de 1989.

9. Pour plusieurs pays, la dette extérieure reste un problème majeur. Les Philippines ont continué à consacrer 45 % du budget de l'Etat au service de la dette, encore qu'en 1989 le gouvernement ait pu rééchelonner une dette de 9 millions de dollars et ait négocié de nouveaux crédits avec les banques commerciales. En Indonésie, le ratio du service de la dette a augmenté ces dernières années et le service de la dette atteint désormais 36 % du budget de l'Etat. Le très lourd endettement du Myanmar paralyse son économie, et le pays est toujours au bord de la banqueroute. Plusieurs donateurs bilatéraux ayant suspendu

leur assistance, la prestation de services sociaux au Myanmar a encore été réduite. En revanche, le Pakistan, la Malaisie et la Thaïlande devraient réduire leur dette extérieure.

3. Pauvreté

10. Mesurée aussi bien en fonction de la satisfaction des besoins caloriques qu'au moyen d'indicateurs composites de l'ensemble des besoins de base, la pauvreté a réduit son emprise dans beaucoup de pays de la région, au cours des années 80. Au Bangladesh, la proportion de la population rurale vivant en dessous d'un seuil de pauvreté défini par une consommation calorique minimum a nettement baissé, passant de 74 % en 1982 à 51 % en 1986. En Indonésie, si l'on retient un indicateur de pauvreté intégrant les produits de première nécessité aussi bien alimentaires que non alimentaires, le pourcentage de personnes vivant dans la misère est passé de 28,6 % en 1980 à 21,6 % en 1984. Dans la partie péninsulaire de la Malaisie, l'incidence de la pauvreté n'a que légèrement baissé, de 18,4 % de la population en 1984 à 17,3 % en 1987. Aux Philippines, la proportion de familles se situant en dessous du seuil de consommation d'aliments est passée de 59,3 % en 1985 à 49,5 % en 1988. En Thaïlande, la proportion globale de pauvres avait diminué entre 1976 et 1981, passant de 30 % à 23 %, mais elle est remontée à 29,5 % en 1986 en raison de la faiblesse des cours des produits agricoles. En République de Corée, le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté absolue a diminué de 40 % en 1965 à 6 % seulement en 1988.

11. En dépit d'une croissance économique dynamique dans une grande partie de l'Asie du Sud-Est, la répartition des revenus est restée très inégale, et dans la plupart des pays les riches se sont encore enrichis, au détriment des pauvres. Au Bangladesh, la part du revenu national que reçoivent les 40 % les plus pauvres de la population n'a que faiblement augmenté. En Malaisie, les 40 % les plus pauvres reçoivent 13,8 % du revenu national - soit un point de pourcentage de plus seulement qu'en 1984. En 1988, aux Philippines, les 40 % les plus pauvres de la population se partageaient 14,3 % du revenu national, tandis que les 20 % les plus riches disposaient de 51,8 % de celui-ci. En Thaïlande, la croissance économique rapide s'est accompagnée d'une accentuation des disparités : entre 1980 et 1988, les 20 % les plus riches de la population thaïlandaise ont accru leur part du revenu national qui est passée de 50 à 56 %.

B. Etat d'avancement et tendances des programmes

1. Priorités dans le domaine de la survie et du développement de l'enfant

12. Au cours des années 80, en Asie de l'Est et dans le Pacifique, les chances de survie de l'enfant ont nettement progressé, à la faveur de réductions du taux de mortalité infantile et d'une meilleure couverture, dans tous les pays, des trois doses de vaccin anti-diphtérique, anti-coqueluche et anti-tétanique (DTC). Entre 1980 et 1987, la réduction du taux de mortalité infantile a varié selon les pays (de 4 % au Myanmar à 27 % en Thaïlande et aux Philippines, presque tous les pays enregistrant des baisses de ce taux de plus de 10 %). Le taux de couverture de la triple vaccination est passé de 1 à 71 % en Indonésie, de 3 à 64 % au Pakistan et de 47 à 79 % aux Philippines.

Progrès vers l'immunisation universelle des enfants

13. La plupart des pays de la région continuent à progresser rapidement vers l'immunisation universelle des enfants (voir tableau ci-après). Celle-ci est pratiquement réalisée aux îles Marshall, en République de Corée, en Thaïlande et aux Philippines. Il est probable qu'elle le sera, en 1990, en Indonésie et au Pakistan, qui ont pris des mesures pour assurer la pérennité de leur effort. En Malaisie, alors qu'on se rapproche de l'immunisation universelle des enfants, les efforts se sont relâchés, ce qui est attribué à une campagne réussie d'immunisation contre l'hépatite B. Cependant, on s'est efforcé de retrouver les enfants qui n'avaient pas été vaccinés et on a assoupli les horaires d'ouverture des centres de vaccination, de sorte qu'on espère réaliser en 1990 l'objectif de l'immunisation universelle des enfants. Le Bangladesh et le Myanmar, qui sont plus en retard, ont renforcé leurs moyens dans ce domaine et intensifié leurs efforts de mobilisation sociale. Dans l'ensemble de la région, on s'emploie : a) à améliorer l'accès aux services dans les zones où la couverture est faible; b) à réduire le taux d'abandon entre la première et la troisième dose de DTC et du vaccin antipoliomyélitique; et c) à accélérer la stratégie qui consiste à vacciner les enfants chaque fois que l'occasion s'en présente.

Degré de couverture de l'immunisation

Pays	Année	Pourcentage d'enfants vaccinés				Pourcentage de femmes enceintes immunisées au moyen d'anatoxine tétanique 2 c/
		BCG a/	DTC	Vaccin anti-poliomyélitique administré par voie buccale b/	Rougeole	
Bangladesh	1988	26	19	19	15	32
Indonésie	1988	81	71	73	64	37
Malaisie	1988	96	72	72	52	50
Myanmar	1988	44	34	27	30	29
Pakistan	1989	80	73	73	61	26
Papouasie- Nouvelle-Guinée	1988	80	48	48	46	57
Philippines	1989	95	79	78	77	37
République de Corée	1988	93	95	94	86	-
République démocratique populaire lao	1988	27	17	17	19	5
République popu- laire démocra- tique de Corée	1989	99	94	97	96	-
Thaïlande	1989	94	84	84	67	70
Viet Nam	1988	76	70	70	66	8

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau)

Sources : Rapports annuels de l'UNICEF, 1989.

a/ Vaccin antituberculeux.

b/ Trois doses de vaccin antipoliomyélitique.

c/ Deux doses d'anatoxine tétanique.

14. Au Myanmar, les troubles politiques et l'instabilité persistante dans une grande partie du pays font obstacle à une extension de la couverture vaccinale. Au Bangladesh, les progrès rapides ont été interrompus par suite des inondations de 1988 et de la sécheresse de 1989. En République démocratique populaire lao, les problèmes persistent et, pour assurer aux femmes et aux enfants une protection véritable, il faudra consentir des efforts extraordinaires.

15. L'immunisation des enfants a rapidement progressé en République de Corée et au Viet Nam, où elle devrait être universelle en 1990. Cependant, il faudra aborder les problèmes touchant la qualité et l'efficacité des techniques d'immunisation et la qualité de la chaîne du froid. L'immunisation des femmes au moyen d'anatoxine tétanique nécessitera des efforts accrus. Au Viet Nam, la production de vaccins, qui commencera en 1990, demandera une vigilance particulière.

Lutte contre les maladies diarrhéiques

16. Les maladies diarrhéiques étant parmi les principales causes de mortalité et de morbidité des enfants dans la région, la lutte contre ces maladies a continué à donner lieu à des efforts considérables. L'amélioration du traitement a bien amené une baisse de la mortalité mais la fréquence des épisodes n'a pas été atténuée par l'intervention, ce qui montre bien qu'il faut mener le combat sur plusieurs fronts. D'importantes initiatives ont été prises dans ce domaine au Bangladesh, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Thaïlande et au Vanuatu, où les mesures de lutte contre les maladies diarrhéiques sont allées de pair avec une action d'assainissement de l'eau et du milieu et avec un enseignement de l'hygiène.

17. L'UNICEF continue à promouvoir vigoureusement la thérapeutique de réhydratation par voie buccale et la plupart des pays de la région ont maintenant établi une politique nationale de lutte contre les maladies diarrhéiques, qui comprend une formation à la réhydratation par voie buccale et l'utilisation de solutions de réhydratation produites sur place. Cependant, dans beaucoup de pays, cette formation a eu un effet décevant. En Thaïlande, 20 % seulement des jeunes mères utilisent les sels de réhydratation, alors que 70 % peuvent se les procurer. Au Bangladesh, 17 % seulement des épisodes de diarrhée sont traités par ce moyen, bien que dans 90 % des ménages une personne au moins ait appris à l'utiliser. Cependant, au Myanmar, on a indiqué que 62 % des femmes rurales connaissaient l'existence des sels de réhydratation et que 42 % les utilisaient à bon escient.

18. Dans certains pays, on a continué à utiliser les antibiotiques en quantités excessives et improprement. Ce problème exige qu'on s'y arrête, car au Bangladesh certains agents pathogènes sont désormais pharmacorésistants.

19. La production locale de sels de réhydratation par voie buccale est plus ou moins avancée. Le Pakistan couvre tous ses besoins, le Myanmar couvre 60 % des siens, le Viet Nam 18 %, mais le Bangladesh moins de 1 % des besoins calculés. La demande étant considérable, les Philippines envisagent de produire localement des sels de réhydratation par voie buccale.

Eau et assainissement

20. La plupart des pays de la région ont resserré les liens entre les programmes d'adduction d'eau et d'assainissement du milieu et les programmes de lutte contre les maladies diarrhéiques. Cela a également été un moyen de renforcer les soins de santé primaires et de faire participer les femmes à l'organisation et à l'exécution des travaux d'entretien des équipements d'adduction d'eau et à l'enseignement correspondant, au Bangladesh, en Indonésie, au Kampuchea, au Pakistan et aux Philippines. Le principe de la récupération des dépenses engagées a été introduit dans les programmes mis en oeuvre au Bangladesh, au Kampuchea, au Myanmar et au Viet Nam. Cependant, dans la plupart des pays, les collectivités les plus pauvres auront sans doute encore besoin d'une assistance financière pour assurer l'adduction d'eau.

21. Dans la plupart des programmes entrepris, on met en bonne place les techniques appropriées, comme le forage manuel des puits, la remise en état des puits traditionnels et l'emploi de matériaux et de matériel locaux, ce qui augure bien des possibilités d'extension des services fournis. Une campagne de sensibilisation, dont l'objet est de mettre en évidence les rapports entre adduction d'eau, assainissement et hygiène, a été activement entreprise.

22. La mobilisation sociale au Bangladesh a entraîné une forte demande d'eau, et les villages sont désormais disposés à acheter eux-mêmes les pièces détachées des pompes à main. Le fonçage de 22 522 puits tubés collectifs a permis de ramener à 199 le nombre d'habitants par puit tubé en service. Ce programme privilégie l'assainissement et l'hygiène tout en cherchant à satisfaire la demande d'eau. Mais l'incidence des maladies diarrhéiques n'a pas décliné et l'approvisionnement en eau potable doit faire l'objet de nouveaux efforts. Au Myanmar, 30 % de la population urbaine et 38 % de la population rurale ont accès à l'eau potable.

23. Le taux de couverture de l'assainissement s'est amélioré dans toute la région. Au Bangladesh, il a augmenté de 50 % en 1988-1989, mais reste très faible (5 % de l'ensemble de la population). Au Myanmar, 30 % des ménages ruraux et 35 % des ménages urbains ont des latrines. En Indonésie, 22 % de la population ont accès à des latrines et disposent de moyens satisfaisants d'élimination des déchets. La demande de latrines est faible au Kampuchea, où le programme n'a été réalisé qu'à 10 % seulement. Les efforts de sensibilisation doivent être intensifiés.

Infections respiratoires aiguës

24. Les infections respiratoires aiguës sont dans la région une cause importante de mortalité et de morbidité chez les enfants. Aux Philippines, elles sont responsables de 55 % des décès d'enfants de moins de 5 ans, et au Bangladesh, on estime que chaque enfant en a huit ou neuf par an.

25. La plupart des programmes ne font que commencer et mettent l'accent sur le traitement. Au Bangladesh, au Myanmar et en Thaïlande, la décision de principe a été prise de fournir des antimicrobiens aux agents des services de santé de base pour traiter la pneumonie. Des projets pilotes ont été lancés dans 13 provinces thaïlandaises, où des enquêtes de connaissances, aptitudes et pratiques, sont également entreprises pour redéfinir les orientations des programmes. Au Kampuchea, les progrès dépendront d'un renforcement de l'infrastructure sanitaire, actuellement sous-développée. Le Viet Nam applique désormais le principe de la récupération des dépenses dans son programme de distribution de médicaments essentiels et établit un lien entre la lutte contre les infections respiratoires aiguës et la lutte contre les maladies diarrhéiques. Pour illustrer les possibilités de la lutte contre les infections respiratoires aiguës deux maisons modèles convenablement aérées, sans formation de fumée, ont été construites en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Maternité sans risque

26. Dans la plupart des pays de la région, dans le domaine de la maternité sans risque, diverses initiatives ont été prises, en particulier l'enseignement des soins prénatals aux sages-femmes traditionnelles. Des programmes pilotes de santé maternelle et infantile ont été lancés au Kampuchea, au Myanmar, en République démocratique populaire lao et en Thaïlande. En Indonésie, les femmes reçoivent des soins prénatals dans les postes de services intégrés (posyandu) dont sont désormais dotés 85 % des villages indonésiens. Aux Philippines, l'emploi de fiches de santé maternelle - tenues à jour par les intéressées elles-mêmes - a commencé, en faveur des femmes recensées comme sujettes à des grossesses difficiles.

27. En Thaïlande, les efforts portent surtout sur les zones où les risques sont élevés. Au Kampuchea et en République démocratique populaire lao, les succès des activités de santé maternelle et infantile sont entravés par le mauvais état des équipements.

2. Nutrition

28. La sous-alimentation des jeunes enfants reste fréquente dans beaucoup de pays de la région. Les activités prédominantes, dans le domaine nutritionnel, sont la surveillance de la croissance des enfants, l'encouragement de l'allaitement au sein, la surveillance alimentaire et nutritionnelle et le développement de la production vivrière familiale. L'accès à l'information et à l'enseignement nutritionnels s'est considérablement élargi dans toute la région, mais la prévalence de la sous-nutrition reste un sujet de vive préoccupation.

29. Les recherches faites aux Philippines ont montré que la pauvreté faisait puissamment obstacle à une meilleure alimentation. C'est pour cette raison que, de son côté, le Pakistan lance un programme de subventions alimentaires et d'alimentation à l'école. A l'intention des enfants souffrant de malnutrition grave, la Thaïlande continue à accorder une petite subvention alimentaire.

30. Tous les pays cherchent à surveiller et à faciliter la croissance des enfants, mais des problèmes pratiques se posent encore. En Indonésie, des services de surveillance de la croissance des enfants sont organisés pour 85 % des habitants des villages, mais le taux d'utilisation ne dépasse pas 47 %. On s'efforce également d'améliorer la qualité des services car, en moyenne, 20 % seulement des enfants ont une croissance normale. Au Myanmar, ces services sont désormais offerts dans 65 % des villages et dans 83 % des agglomérations. Au Bangladesh, en Thaïlande et au Viet Nam, des graphiques de croissance révisés sont testés sur le terrain. Le Bangladesh et la Thaïlande devraient bientôt modifier l'organisation des activités de surveillance de la croissance des enfants une fois que les enquêtes en cours auront été menées à bien.

31. La prévention des troubles dus à la carence en iode a progressé dans la région. Les directeurs de programme pour l'Indonésie, le Kampuchea, le Myanmar, les Philippines, la République populaire démocratique de Corée, la Thaïlande et le Viet Nam ont participé à un atelier interrégional où des plans d'action pour la prévention de ces troubles ont été élaborés ou améliorés. On y a souligné que le point faible de la plupart de ces programmes était l'insuffisance de l'effort de sensibilisation. Des comités nationaux ont été établis au Bangladesh, au Myanmar et en Thaïlande.

32. La production de sel iodé a progressé; plusieurs pays s'efforcent d'augmenter encore la production et d'améliorer la qualité du sel iodé. Au Bangladesh, où cette production ne couvre que 5 % des besoins, une législation rendant obligatoire l'iodation du sel a été adoptée, et les 200 producteurs de sel ont reçu gratuitement le matériel nécessaire. En République démocratique populaire lao, la production de sel iodé ne couvre que 12 % environ des besoins estimatifs.

33. En République populaire démocratique de Corée, une évaluation préliminaire de la prévalence des troubles dus à la carence en iode a révélé la pratique déjà ancienne consistant à distribuer des algues de culture aux femmes enceintes dans les zones où la population est sujette à des carences en iode. Cette pratique permet de satisfaire la moitié environ des besoins d'iode.

34. Pour écarter les risques de carence en iode, on administre du lipiodol au Bangladesh, en Indonésie et en Thaïlande et, à un moindre degré, au Myanmar. La même opération sera bientôt lancée au Kampuchea, en République démocratique populaire lao et en République populaire démocratique de Corée. Au Pakistan, faute de personnel, les progrès ont été plus lents.

35. Au Bangladesh, en Indonésie, au Myanmar, au Pakistan et au Viet Nam, on cherche, en administrant de hautes doses de vitamine A, à écarter le risque d'avitaminose A. Ainsi, au Bangladesh, on a relevé une réduction de 2 % des troubles de la vision nocturne et on encourage la production et la consommation

familiales d'aliments riches en vitamine A. Aux Philippines, la prévalence des troubles de la vision nocturne a également baissé, passant à 0,8 % chez les enfants et les femmes allaitantes. Au Myanmar et au Viet Nam, avant d'élaborer des programmes d'intervention, on établit la carte des zones de carences en vitamine A. Au Viet Nam, une étude de deux ans a fait apparaître une importante corrélation entre l'avitaminose A, les infections respiratoires aiguës et la sous-nutrition.

36. L'allaitement au sein a continué à tomber en défaveur dans la région, et cette évolution est très préoccupante. Au Pakistan, le nombre d'enfants allaités au sein, à l'âge de 12 mois, a fortement baissé, passant de 78 % en 1980 à 51 % en 1988. Une diminution semblable a également été enregistrée en République de Corée. Beaucoup de pays cherchent activement à encourager l'allaitement au sein et certains ont promulgué une législation, réglementant la commercialisation des substituts du lait maternel. Mais l'application de cette législation doit être plus étroitement surveillée, car les sociétés laitières cherchent avec insistance à la tourner. Le Pakistan a formulé à l'intention des établissements de soins, une politique d'encouragement de l'allaitement naturel. Dans plusieurs pays, des enquêtes de connaissances, aptitudes et pratiques serviront de base à l'établissement de stratégies de sensibilisation.

37. Dans beaucoup de pays, on a continué à encourager la production vivrière familiale, et au Kampuchea et au Viet Nam cela fait partie d'une politique nationale de diversification agricole et de sécurité alimentaire des ménages. Aux Philippines, en évaluant la production vivrière familiale, on a constaté que les possibilités de vente étaient un facteur décisif du succès des activités de jardinage.

38. La surveillance alimentaire et nutritionnelle est une composante importante de plusieurs programmes de pays. En Thaïlande, le système utilisé pour surveiller le poids des enfants est progressivement étendu en y incluant d'autres variables socio-économiques et devrait aider les pouvoirs publics à lutter contre la pauvreté. Le Viet Nam et les Philippines mettent en place des systèmes de surveillance alimentaire et nutritionnelle dont le principe consiste à rapprocher des données sans lien apparent.

3. Syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA)

39. Le nombre de personnes atteintes du SIDA dans la région, a sensiblement augmenté en 1989; 9 473 cas étaient recensés en août 1989, surtout en Thaïlande (9 027). Mais dans la région, le nombre réel de personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) est sans doute plus élevé que ce qui est officiellement annoncé, compte tenu d'une part des susceptibilités nationales et d'autre part du délai qui s'écoule nécessairement entre l'effort de mobilisation de chaque pays et la réalisation d'enquêtes précises de prévalence.

40. En coopération avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) la plupart des gouvernements ont créé des comités nationaux de lutte contre le SIDA qui sont chargés de mettre en place des plans de prévention de la maladie, et la plupart sont acquis à l'idée de campagnes éducatives, en particulier auprès des groupes à

risque. Presque tous les pays ont indiqué qu'ils faisaient connaître le problème du SIDA à leur personnel sanitaire, organisaient des services de conseil et amélioreraient le dépistage et le suivi des cas.

41. Comme la transmission hétérosexuelle de la maladie ne cesse de s'étendre et que les taux d'infection des femmes par le VIH augmentent, ce qui accroît les risques de SIDA périnatal, l'UNICEF axera ses efforts sur les efforts de mobilisation sociale et les activités dites de plaidoyer et appuiera les interventions de prévention du SIDA périnatal.

4. Activités féminines

42. En 1989, l'UNICEF a continué à financer des programmes en faveur des femmes, qui concernaient par exemple la formation, l'alphabétisation, les activités rémunératrices et des recherches sur les femmes.

43. Au Kampuchea, des femmes ont reçu une formation à la conservation et au traitement des fruits et légumes, à la production de sucre de palme, à l'utilisation de fourneaux à haut rendement énergétique et à l'élevage du ver à soie. Au Viet Nam, l'Union des femmes a continué d'aider à promouvoir un programme de préparation à la maternité à l'aide de cassettes vidéo, de journaux et de brochures. Dans une province de la République de Corée, une formation au métier d'aide-infirmière à domicile a été dispensée à des femmes à faible revenu et il est prévu d'étendre ce programme. Au Pakistan, six cadres de formation ont été formés à la direction d'entreprises, ce qui a donné naissance, au Punjab, à un projet pilote en milieu urbain de direction d'entreprises/travail indépendant et à une série d'ateliers de formation à l'intention des femmes. Au Bangladesh, des animatrices de collectivité ont reçu dans le cadre du projet de la Grameen Bank, une formation en matière de développement social, portant notamment sur la survie et le développement de l'enfant. Des messages relatifs aux sels de réhydratation par voie buccale ont été reproduits sur la couverture de 100 000 livrets de prêt.

44. En Thaïlande, 400 femmes originaires de 20 villes ont reçu une formation à des activités rémunératrices et une formule-type d'octroi de facilités de crédit à des groupes de femmes a été établie avec l'aide de l'UNICEF et d'une organisation non gouvernementale (ONG) locale. De nouveaux projets destinés à promouvoir le rôle des femmes dans la planification à l'échelon du village et à améliorer la sécurité économique des foyers ont été lancés dans six subdivisions de district de Thaïlande et une équipe de travail multisectorielle a été mise en place pour améliorer les entreprises existantes et en créer de nouvelles à l'intention des femmes rurales défavorisées. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, on a identifié les besoins des femmes en production de revenu.

45. Le faible taux d'alphabétisation féminine dans de nombreux pays de la région a continué de faire problème. Dans presque tous les pays, l'analphabétisme et l'abandon scolaire précoce sont plus répandus chez les filles que chez les garçons. Au Bangladesh et au Pakistan, l'alphabétisation des femmes demeure un objectif non prioritaire et, dans certaines provinces, moins de 4 % des femmes savent lire. L'UNICEF a appuyé les efforts du Bangladesh pour promulguer une législation rendant l'enseignement primaire obligatoire. Au Kampuchea,

l'Association des femmes a continué de produire, à l'intention des femmes alphabétisées de fraîche date, des brochures où l'accent est mis sur la survie de l'enfant, la santé de la femme et les activités rémunératrices et qui ont été distribuées à 200 communes, ce qui les met à la portée de 500 000 femmes. En 1989, les membres de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, qui comprend le Bangladesh et le Pakistan, ont proclamé 1990 Année de la fillette, ce qui aura pour effet de mettre en relief la question de l'éducation féminine.

46. Des recherches sur les rôles et l'état de santé des femmes ont été faites dans plusieurs pays. Au Pakistan, deux provinces ont mis au point des profils de la femme et, selon les prévisions, ceux des autres provinces seront achevés en 1990. Des informations portant sur les questions financières, sanitaires, d'éducation et de droit qui intéressent les femmes ont été rassemblées et diffusées au moyen de manuels, de bulletins, d'ateliers et de réunions à l'échelon local. Au Myanmar, une étude sur la situation des femmes dans les zones urbaines, périurbaines et rurales et une autre sur la nutrition maternelle, l'équilibre énergétique et l'utilisation du temps, ont été achevées et seront utilisées pour établir une analyse de situation.

47. Au Bangladesh, en Indonésie, au Pakistan, aux Philippines et au Viet Nam, les problèmes intéressant les femmes sont devenus partie intégrante des programmes menés avec l'aide de l'UNICEF. En République démocratique populaire lao et au Viet Nam, les associations de femmes ont beaucoup contribué à renforcer les activités de survie et de développement de l'enfant. En Indonésie, les volontaires du Mouvement pour le bien-être de la famille ont servi d'agents dans ce domaine et ont aidé à promouvoir l'emploi du posyandu par les familles.

5. Services en milieu urbain

48. La croissance urbaine est demeurée rapide dans presque tous les pays de la région. En République de Corée, plus de 60 % de la population vivent déjà dans les zones urbaines. D'ici à l'an 2000, 40 % au moins de la population de la majorité des principaux pays de la région vivront dans les villes. Même au Bangladesh, pays essentiellement rural, on estime que la population urbaine passera de 19 à 27 % d'ici à l'an 2000. Dans la plupart de ces pays, la richesse est concentrée dans les centres urbains. Néanmoins, même dans les villes, les revenus sont extrêmement inégaux, car elles abritent une proportion croissante des pauvres. Au Bangladesh, on estime que 56 % de la population urbaine vivent dans le dénuement. Au Myanmar, ce sont les pauvres vivant en milieu urbain qui ont le plus souffert de l'inflation et des perturbations survenues dans la commercialisation des denrées.

49. Il s'est avéré particulièrement difficile d'assurer la coordination des services fournis aux enfants des pauvres vivant en milieu urbain. Au Pakistan, aux Philippines et en Thaïlande, l'UNICEF a financé l'organisation des communautés urbaines en formant des agents de collectivité et des volontaires. Ces évaluations ont montré que des progrès concrets avaient été réalisés dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement dans les villes de la province du Sindh, au Pakistan, et que le taux de vaccination avait augmenté dans les villes des Philippines et de Thaïlande visées par le projet. Dans certains pays, la main-d'oeuvre abondante qu'exige l'organisation des collectivités et l'absence de

politique nationale en faveur des pauvres vivant en milieu urbain ont empêché d'étendre les projets pilotes à l'échelle du pays. Au Bangladesh, l'UNICEF et les autres donateurs financent une étude sur les pauvres en milieu urbain, qui devrait contribuer à la mise en place d'une politique urbaine nationale et de stratégies visant à améliorer leur situation. La Thaïlande applique sa méthode des besoins minimaux de base à la planification et à l'élaboration de programmes dans les municipalités. Aux Philippines, la Commission présidentielle sur les pauvres vivant en milieu urbain a institué un comité composé de représentants de tous les services gouvernementaux compétents avec mission de coordonner les programmes.

6. Enfants dans une situation particulièrement difficile

50. L'organisation non gouvernementale Childhope a organisé en 1989 à Manille la Conférence régionale d'Asie sur les enfants des rues. La plupart des pays de la région y ont participé, et la réunion a débouché notamment sur la création d'un réseau régional au service des enfants des rues qui bénéficiera du soutien du bureau régional de Childhope à Manille. Ce réseau facilitera l'échange d'informations entre toutes les ONG et tous les services gouvernementaux qui s'occupent du problème des enfants des rues et aidera à préparer des études de situation ou à élaborer des projets intéressant les enfants des rues dans la région.

51. Le nouveau programme de pays de la Thaïlande comporte un projet de financement supplémentaire à l'intention des enfants qui travaillent et des enfants des rues, auquel collaborent les ministères de l'éducation, du travail et de la protection sociale, le National Youth Bureau et le Conseil national des ONG pour le développement de l'enfant et des jeunes.

52. En République de Corée, le Séminaire national sur les enfants maltraités et abandonnés, qui a bénéficié d'un financement de l'UNICEF, a abouti à la création d'une association nationale qui se propose de lutter contre ce problème. Le Gouvernement pakistanais a entamé une étude d'ampleur nationale sur le problème du travail des enfants. Au Bangladesh et en Indonésie, les bureaux de pays ont intégré au prochain programme de pays le contenu d'études sur les enfants qui travaillent et les enfants des rues. Le bureau des Philippines a élaboré des projets distincts destinés à assurer un financement supplémentaire au bénéfice des enfants qui travaillent et des enfants victimes de conflits armés. Aux Philippines, le programme destiné aux enfants dans une situation particulièrement difficile, qui est issu du programme de services urbains de base, offre un modèle permettant de traiter les problèmes des enfants des villes et sera étudié dans une monographie à élaborer avec l'appui du Centre international pour le développement de l'enfant, dont le siège est situé à Florence (Italie).

7. Education et développement des jeunes enfants

53. Il faudra encore du temps avant que l'objectif de l'éducation primaire obligatoire ne soit atteint dans la région. L'analphabétisme, tout particulièrement chez les femmes, est demeuré important dans certains pays et le problème que posent les abandons scolaires, les redoublements et le faible taux de scolarisation a persisté dans la plupart des pays de la région. La pauvreté et la lenteur de la croissance économique des pays considérés ont continué d'influer

négalement sur la fréquentation scolaire. Cependant, malgré les graves insuffisances de leur économie, le Kampuchea, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam sont parvenus à scolariser la quasi-totalité des enfants. Aux Philippines, le taux de scolarisation a continué d'augmenter mais il est contrebalancé par des taux d'abandon scolaire élevés (en 1989, 3,2 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés). Au Bangladesh, les besoins fondamentaux en matière d'éducation n'étaient pas satisfaits. Les taux d'abandon scolaire étaient élevés et 14 % seulement des enfants atteignaient la cinquième année d'enseignement primaire dans le délai normal. Au Myanmar, l'instabilité politique et la fermeture de toutes les écoles ont constitué de sévères handicaps.

54. Au Pakistan, il y a désormais une volonté politique d'assurer une meilleure éducation aux enfants défavorisés et aux filles. De 1986 à 1988, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est passé de 44 à 63 % et celui des filles de 32 à 46 %. Au Bangladesh, l'UNICEF a financé un projet pilote expérimental d'"écoles satellites" dont le but est d'assurer l'accès des pauvres des zones rurales et des femmes à l'éducation. Les résultats déjà obtenus sont encourageants. Des programmes éducatifs expérimentaux à petite échelle ont été entrepris en Indonésie, en Malaisie, en République de Corée et en Thaïlande. L'Indonésie a signalé que l'introduction d'activités rémunératrices semblait prévenir des taux d'abandon scolaire élevés. Le Projet de développement de la capacité de réflexion entrepris en République de Corée s'est avéré améliorer les facultés cognitives des enfants coréens. Le problème est d'étendre l'application de ces programmes à l'ensemble du pays.

55. Durant toute l'année 1989, l'UNICEF a continué de s'employer surtout à améliorer la qualité de l'enseignement en mettant au point des programmes scolaires, en produisant des matériels didactiques et en améliorant la formation pédagogique. Au Viet Nam, il a fourni du matériel et des fournitures scolaires et mis à l'essai des programmes couvrant 100 et 120 semaines. Au Kampuchea, en République démocratique populaire lao, au Myanmar et dans les pays insulaires du Pacifique, l'UNICEF a prêté une attention particulière à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, à la mise en place de matériel destiné aux ateliers techniques et à la fourniture de matériaux locaux pour la construction d'écoles par les collectivités. En Thaïlande, il a apporté un appui à la Fondation pour l'éducation permanente et au Département de l'éducation extra-scolaire pour la production d'une série de films éducatifs sur l'environnement.

56. Dans de nombreux pays, l'UNICEF a appuyé l'intégration de l'éducation sanitaire et nutritionnelle aux programmes scolaires et à la formation pédagogique. Aux Iles Salomon, un plan d'action quadriennal détaillé a été mis au point pour intégrer la nutrition au programme d'éducation extra-scolaire. En République démocratique populaire lao, les soins de santé maternelle et infantile et l'éducation nutritionnelle ont trouvé place dans les livres de lecture et les matériels de formation destinés au programme d'éducation des adultes. En Indonésie et en Thaïlande, des informations sur les maladies infantiles qu'il est possible de prévenir ont été diffusées auprès des écoles primaires et des centres d'alphabétisation.

57. Un autre signe encourageant est le succès avec lequel l'UNICEF persuade de nouveaux partenaires (organismes de développement et organisations non gouvernementales) de soutenir des initiatives en matière d'éducation. Le bureau commun des ONG australiennes au Kampuchea a accepté de financer l'expansion des instituts pédagogiques de ce pays et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) les projets de l'UNICEF à Mindanao (Philippines). Au Bangladesh, les organisations non gouvernementales et le Gouvernement ont commencé à collaborer afin de mettre au point des programmes scolaires et d'élaborer des matériels d'enseignement.

58. Savoir pour sauver est en train de trouver place dans l'enseignement primaire et dans l'alphabétisation extra-scolaire au Bangladesh, en Indonésie, aux Philippines, en République de Corée et en Thaïlande. Dans ce dernier pays, un hebdomadaire scolaire à grande diffusion et, en Indonésie, une série de programmes radiodiffusés à l'intention de la population rurale en sont les véhicules. Un important journal de Séoul publie périodiquement la version coréenne de Savoir pour sauver.

59. Dans presque tous les pays de la région, l'accent est mis sur les activités de développement du jeune enfant, élément essentiel de l'assistance. La République populaire démocratique de Corée et les pays insulaires du Pacifique ont encore besoin d'un appui de l'UNICEF pour la formation d'éducateurs préscolaires et la mise au point de programmes et de matériels d'enseignement.

60. Dans beaucoup de pays, on met en oeuvre des moyens novateurs d'améliorer la qualité du développement et de l'éducation du jeune enfant. Aux Philippines et en Thaïlande, des récits et chansons destinés aux enfants s'inspirent du folklore local. En Thaïlande, des services itinérants du développement du jeune enfant ont mis des activités d'éveil à la portée des communautés les plus démunies et les plus isolées. Les activités de développement du jeune enfant sont intégrées, en Indonésie, aux services d'éducation en matière de survie et de développement de l'enfant, en Malaisie, aux activités de SMI et, au Viet Nam, aux activités nutritionnelles et sanitaires intégrées menées dans les garderies publiques d'enfants.

61. La République de Corée a, la première, mis en place un ensemble de programmes éducatifs à l'intention des parents et des jeunes enfants. Une évaluation a montré que des progrès sensibles avaient été enregistrés en ce qui concerne l'environnement physique, la diversité des matériels récréatifs et des stimulations quotidiennes, ainsi que le sens des responsabilités chez les mères.

62. Avec l'appui de l'UNICEF, de nombreux pays de la région sont en train de définir les objectifs nationaux qu'ils soumettront à la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, qui se tiendra à Bangkok en mars 1990.

8. Objectifs et stratégies pour les années 90

63. En mai 1989, les hauts fonctionnaires de l'UNICEF dans la région ont rencontré neuf personnalités asiatiques éminentes durant une consultation régionale de deux jours sur les stratégies en faveur de l'enfance et du développement dans les

années 90. Ils ont examiné les priorités du développement en Asie pour la prochaine décennie et étudié l'expérience du Japon, de la Thaïlande et de Sri Lanka en matière de développement de l'enfant. Ils se sont accordés à penser que beaucoup de grands problèmes de développement avaient désormais un caractère international. L'accent a été mis sur les problèmes relatifs à la pauvreté, à l'environnement et à la population, et l'on a souligné qu'il faudrait en tenir compte dans toute stratégie régionale, mondiale en faveur des enfants, arrêtée par l'UNICEF dans les années 90. La violence, ainsi que l'effet sur les enfants de la dissolution de la cellule familiale et de la désintégration des valeurs culturelles, ont suscité l'inquiétude. On a également insisté sur l'aggravation des inégalités économiques à l'intérieur des différents pays.

64. On a noté que la survie de l'enfant avait cessé de constituer une priorité pour les pays d'Asie qui avaient abaissé les taux de mortalité infantile et postinfantile. De nouveaux progrès étaient encore possibles, mais l'attention devait porter durant la prochaine décennie sur le développement et la protection de l'enfant.

65. Les participants à la consultation régionale ont recommandé, pour les années 90 les priorités suivantes en matière de développement : a) investissement dans les ressources humaines, à commencer par les enfants; b) prise en considération accrue de la nécessité de disposer d'une base économique capable de supporter des investissements plus importants visant à mettre en valeur les ressources humaines; et c) appui aux institutions locales afin de promouvoir un développement communautaire durable.

66. Tout en approuvant les objectifs et stratégies proposés par l'UNICEF, le groupe a émis l'idée qu'il convenait de les affiner et de les adapter au contexte de l'Asie et du Pacifique. Il fallait affirmer plus nettement les objectifs dans les domaines suivants : développement du jeune enfant, éducation, enfants dans une situation difficile et participation des femmes au développement. L'UNICEF a été instamment invité : a) à encourager les pays à évaluer la nécessité d'assurer l'éducation sociale des enfants; b) à s'assurer de la sécurité et du bien-être des enfants exposés à des conflits ou à d'autres situations de violence graves; c) à aider encore davantage à collecter, analyser et diffuser les indicateurs sociaux; d) à conseiller aux gouvernements d'attribuer une part accrue des heures de grande écoute aux questions relatives à la survie et au développement de l'enfant et à la promotion de la femme; et e) à veiller à sélectionner du personnel qualifié pour pouvoir faire face plus efficacement aux problèmes complexes de la survie, du développement et de la protection de l'enfant dans les années 90 et au-delà.

67. Dans certains pays, l'UNICEF est déjà associé aux efforts tendant à renforcer les politiques et les plans en faveur de l'enfance. En Thaïlande, il aide le National Youth Bureau, qui est rattaché au Cabinet du Premier Ministre, à élaborer un plan de 20 ans en faveur des enfants et des jeunes, qui sera pris en considération dans le septième Plan national de développement économique et social. Au Bangladesh, le Groupe consultatif mixte composé de représentants de l'UNICEF et du Gouvernement a organisé une réunion de travail nationale sur les stratégies en faveur de l'enfance dans les années 90. Le nouveau programme de coopération avec l'Indonésie, qui sera présenté au Conseil d'administration à sa

session de 1990, prend appui sur la politique nationale pour la survie et le développement de l'enfant et vise à la renforcer encore. En Malaisie, le Groupe de recherche socio-économique rattaché au Cabinet du Premier Ministre entreprend un recensement et une analyse des réalisations nationales en matière de survie et de développement de l'enfant au cours des 10 années qui se sont écoulées depuis l'Année internationale de l'enfant. Cette étude servira de point de départ pour revoir et redéfinir les politiques et stratégies applicables à l'enfant malaisien dans les années 90.

9. Financement complémentaire et utilisation des fonds destinés à des activités de portée mondiale

68. En 1989, le montant total des fonds complémentaires reçus de 20 donateurs ou annoncés par eux pour 11 pays de la région dépassait 29 millions de dollars. Les projets qui en ont bénéficié ont été les suivants : programmes élargis de vaccination (PEV), eau et assainissement, nutrition, lutte contre les maladies diarrhéiques, participation des femmes au développement, situations d'urgence, prévention des incapacités, enfants dans une situation particulièrement difficile, éducation et médicaments essentiels. Dans la plupart des pays, les taux d'exécution des projets bénéficiant d'un financement complémentaire ont été très élevés : 100 % au Bangladesh, 89 % au Viet Nam et 83 % en Indonésie.

69. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a reçu du Fonds de réduction de la mortalité des "moins de 5 ans" 150 000 dollars pour le PEV, tandis que l'Indonésie a reçu près de 2,5 millions de dollars qu'elle a utilisés pour le PEV, des projets de survie de l'enfant exécutés avec l'aide d'ONG à caractère religieux et une aide spéciale au Timor oriental.

C. Services généraux

1. Services de planification, d'évaluation et de suivi

70. Le Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pakistan a centralisé l'échange de données d'expérience pratique relatives aux politiques et aux programmes en faveur de l'enfance entre les pays de la région et le reste du monde. En collaboration avec les bureaux de pays et les gouvernements, il a organisé 14 voyages d'études, notamment des visites de groupes d'Asie du Sud, du Burundi, de Chine, d'Ethiopie, du Mozambique, du Moyen-Orient et du Maroc, ayant pour thèmes les soins de santé primaires, l'urbanisation, le développement rural intégré par zone, l'éducation, l'incapacité chez l'enfant, les enfants se trouvant dans une situation particulièrement difficile, l'approvisionnement en eau et l'assainissement et le développement du jeune enfant.

71. Le Bureau régional et la Division de statistique de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) ont organisé conjointement, à l'intention de 24 participants venus de sept pays, un atelier de formation régional de quatre semaines sur les indicateurs sociaux concernant les enfants et les femmes. Cet atelier avait pour objectifs d'améliorer l'établissement des rapports portant sur les préoccupations d'ordre social, de sensibiliser les décideurs, les planificateurs et les administrateurs et d'améliorer le suivi de la situation des enfants et des femmes.

72. Comme auparavant, la bibliothèque du bureau régional a recueilli, assemblé et diffusé des informations relatives au développement socio-économique et à la protection de l'enfance; elle met actuellement au point un logiciel-bibliothèque qui viendra appuyer les activités entreprises sur place et dans le cadre du programme régional et qui facilitera la circulation de l'information. L'utilisation des moyens et ressources qu'elle offre a doublé au cours de l'année 1989. Par ailleurs, elle a aidé les bureaux de pays à mettre en place des bibliothèques spécifiquement axées sur la référence.

73. En 1989, les plans directeurs d'activités pour les pays de la région ont été synthétisés pour faciliter la consultation. Une base de données statistiques importantes relatives aux mères et aux enfants dans les pays de l'Asie et du Pacifique a été informatisée. En outre, la bibliothèque a fourni un appui pour la consultation sur les stratégies pour les années 90 et apporte son aide en vue de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous.

2. Services régionaux de nutrition

74. Des missions consultatives d'appui aux programmes ont été effectuées au Bangladesh, au Pakistan, aux Philippines et au Viet Nam, et la Thaïlande a bénéficié de services complets pour l'élaboration de son programme de nutrition.

75. Dans le domaine de la formation, le bureau régional a participé à la mise au point d'un cours régional de formation en statistiques sociales à Bangkok et les premières mesures ont été prises pour introduire la surveillance alimentaire et nutritionnelle dans les programmes de formation de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique, à Tokyo. On a entrepris la production d'une vidéocassette de formation et de plaidoyer portant sur la sélection d'indicateurs sociaux pour la surveillance alimentaire et nutritionnelle.

76. Le conseiller régional a participé à des réunions à New Delhi et à Séoul et a contribué à la planification et à l'analyse de programmes de lutte contre les troubles dus à la carence en iode et contre la sous-nutrition chez les enfants, ainsi que de prévention en la matière. En collaboration avec le siège à New York, un atelier a été organisé pour analyser l'expérimentation sur le terrain de prototypes d'une bascule électronique à énergie solaire.

3. Services consultatifs pour les services en milieu urbain et les enfants dans une situation particulièrement difficile

77. Des missions d'appui aux éléments services en milieu urbain et enfants dans une situation particulièrement difficile ont été effectuées au Bangladesh, en Indonésie et en Thaïlande pour l'élaboration des nouveaux programmes de pays. Des missions consultatives portant sur les programmes en cours ont été réalisées au Pakistan et aux Philippines. Un conseiller a préparé une contribution au sujet des enfants dans une situation particulièrement difficile ainsi qu'une publication du bureau régional sur les soins de santé primaires en milieu urbain, et a participé à la Conférence régionale asiatique sur les enfants des rues, à l'atelier de formation sur les services de base en milieu urbain tenu à Colombo et à la conférence sur la gestion de l'urbanisation tenue à l'East-West Center de Hawaii.

4. Fournitures

78. En 1989, la section des fournitures a mis l'accent sur la formation professionnelle des agents des programmes et des fournitures. Des cours d'initiation et de formation aux opérations de fournitures ont été dispensés à du personnel ressortissant de la République démocratique populaire lao, de la Malaisie, du Myanmar et du Viet Nam et un mini-atelier a été organisé en avril 1989 à l'intention de fonctionnaires des fournitures et des programmes travaillant en Indochine et au Myanmar. Un appui a été apporté à un atelier sur les fournitures et la logistique tenu à Dhaka. Un fonctionnaire régional chargé des fournitures dans la région a participé à l'atelier mondial fournitures/programmes qui s'est tenu à Lomé (Togo). Au titre du programme de formation au niveau mondial un fonctionnaire a été affecté à la section des fournitures du bureau régional pour s'y préparer à devenir fonctionnaire chargé des fournitures.

79. En 1989, la section des fournitures s'est chargée de l'achat et de l'expédition de fournitures administratives pour tous les bureaux de l'UNICEF dans la région; on estime qu'elle a effectué au total pour 8 millions de dollars d'achats. Bien que, par rapport à la période correspondante de l'année précédente, la valeur des commandes passées et exécutées ait diminué, leur nombre reste élevé (658).

5. Administration, personnel et finances

80. Le premier atelier régional consacré aux questions financières pour les régions de l'Asie orientale et du Pakistan et de l'Asie centrale du Sud ainsi que pour les bureaux de Sydney et de Tokyo a été organisé en Thaïlande en 1989. Le Pakistan et les Philippines ont reçu une aide à la formation du personnel sous forme d'ateliers; des cours d'initiation et de formation ainsi qu'un appui sous forme de conseils techniques ont été dispensés au personnel du Bangladesh, de la République populaire démocratique de Corée, de la République démocratique populaire lao, du Myanmar et du Viet Nam, aussi bien à Bangkok et dans les bureaux de pays.

81. Comme l'UNICEF prévoit de cesser d'utiliser le mini-ordinateur à mémoire virtuelle, le bureau de Bangkok applique actuellement les modules "finances" du système mondial intégré d'ordinateurs individuels pour les services d'appui sur le terrain. Ce bureau dispensera selon les besoins une formation à l'utilisation du système.

6. Relations extérieures

82. Les activités de plaidoyer en faveur du projet de convention relative aux droits de l'enfant font intervenir des dirigeants, des parlementaires, le secteur public et privé, des ONG et les médias. Une plus grande place a été faite aux questions d'enfants maltraités et d'enfants qui travaillent ou qui se trouvent dans d'autres situations difficiles. L'attention a été axée sur ces thèmes non seulement par les médias internationaux mais aussi de plus en plus - et cela est important - par le personnel des médias nationaux de plusieurs pays, en particulier l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande.

83. Beaucoup des partenaires engagés dans les activités de plaider en faveur de la convention ont par ailleurs participé aux initiatives prises sur le plan national pour adapter les messages de Savoir pour sauver aux réalités locales. Le rapport sur La situation des enfants dans le monde, ayant pour thème les effets de la dette sur les enfants, a retenu de façon plus qu'honorable l'attention des médias.

84. La Section régionale des communications et de l'information a aidé plusieurs bureaux de pays, en particulier au Kampuchea, en République démocratique populaire lao, au Myanmar et au Viet Nam, à faire face à des demandes urgentes de publication, de matériels audio-visuels et de matériels de présentation graphique. Plusieurs bureaux ont introduit avec succès des techniques d'édition électronique, ce qui leur a permis de réduire les coûts et d'améliorer la qualité de leurs travaux.

85. La visite de Julio Iglesias aux Philippines et en République de Corée au nom de l'UNICEF et celle d'Audrey Hepburn au Bangladesh et en Thaïlande en sa qualité d'ambassadeur itinérant ont beaucoup servi les activités de plaider et assuré à celles-ci un grand retentissement dans les médias. L'ambassadeur sportif Imran Khan a obtenu des résultats particulièrement remarquables dans la diffusion de messages touchant la santé auprès des enfants, non seulement dans son Pakistan natal mais aussi au Bangladesh. La visite effectuée par le Directeur exécutif dans la région a été un grand encouragement pour le Comité de Hong-kong pour l'UNICEF et pour le nouveau programme de coopération mis en place au Viet Nam.

86. En mai 1989, le bureau régional a organisé à l'intention des correspondants en Asie de l'Inter-Press Service une réunion d'information de trois jours suivie d'un atelier pour 25 fonctionnaires de l'information et de la communication.

87. La progression la plus impressionnante des ventes dans le cadre de l'opération Cartes de vœux a été, une fois de plus, obtenue par le Comité de Hong-kong pour l'UNICEF, qui a accru ses ventes de 50 % et vendu 450 000 cartes. Les ventes de la Malaisie se sont accrues de 46 % pour atteindre 146 000 cartes.

7. Personnel régional

88. Le bureau régional du personnel a fourni aux bureaux de pays une aide et des services consultatifs relatifs à diverses questions de personnel, allant des conseils individuels à des fonctionnaires à l'assistance aux bureaux pour des enquêtes sur les salaires, la restructuration et la formation du personnel. L'ONU mettant en place un nouveau système de classification des emplois d'agent des services généraux, les bureaux de l'UNICEF en Indonésie, en République démocratique populaire lao, en Malaisie et à Singapour ont reçu une aide pour l'introduction du nouveau système. Sur le plan régional, on a particulièrement insisté sur la formation et des ateliers de formation du personnel ont été organisés au Pakistan (gestion/administration/finances/personnel), en République démocratique populaire lao et aux Philippines (système d'appréciation du personnel) et au bureau régional (formation d'instructeurs).

8. Communications pour l'appui aux programmes

89. Depuis son arrivée à Bangkok en mars 1989, le conseiller régional chargé des communications pour l'appui aux programmes et de la formation s'est rendu en Indonésie, au Kampuchea, en Malaisie, au Pakistan, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Vanuatu pour mettre en place les communications d'appui au programme élargi de vaccination PEV et au programme de lutte contre les maladies diarrhéiques. Par ailleurs, le Myanmar et le Viet Nam ont reçu en permanence des conseils et un appui grâce à un échange de correspondance et à des consultations avec des fonctionnaires en mission. Une assistance a été fournie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Vanuatu pour mettre au point des stratégies de mobilisation sociale en faveur de la survie et du développement de l'enfant. Un soutien a également été apporté au programme de la Thaïlande.

90. L'appui à la formation s'est traduit sur le plan régional par la mise au point d'un module de formation en communication d'indicateurs sociaux et par la participation à l'atelier régional de formation en matière d'indicateurs sociaux. Le Pakistan a bénéficié d'une assistance pour la mise au point d'un module de formation en communications à l'intention des agents sanitaires des collectivités. Le conseiller régional a pris part à l'atelier interrégional sur l'information et la communication qui s'est tenu en Thaïlande en mai 1989 et a joué le rôle de conseiller technique lors d'un atelier consacré à la production et à l'utilisation de matériels de communication qui s'est déroulé au Pakistan en novembre.

9. Coopération interinstitutions

91. Au cours de cette année, la collaboration entre les organismes du Groupe consultatif mixte des politiques s'est développée au niveau des pays. Dans les pays insulaires du Pacifique, aux Philippines et au Viet Nam, on a passé en revue les programmes communs, ou on prévoit de le faire. En Indonésie, tous les organismes compétents des Nations Unies ont contribué à l'élaboration d'un nouveau programme de pays financé par l'UNICEF et étudient actuellement les possibilités d'aider collectivement le gouvernement, qui se préoccupe de plus en plus de lutter contre la pauvreté. Au Pakistan, l'UNICEF a participé à l'initiative prise par le Coordonnateur résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de réunir les organismes autour de thèmes tels que la promotion de la femme, l'éducation de base, le recensement national et l'environnement.

92. En novembre 1989, un examen à mi-parcours des programmes de coopération des organismes des Nations Unies a été organisé au Viet Nam. Dans ce pays, l'UNICEF et le PNUD s'emploient ensemble à promouvoir des programmes s'inscrivant dans la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement et portant sur l'environnement, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et le rôle des femmes dans le développement. L'UNICEF participe activement à une série d'études par secteur et de missions de visite sous l'égide du PNUD. Au Bangladesh, il collabore avec le PNUD et la Banque mondiale à plusieurs opérations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, notamment à la mise au point d'une pompe à main TARA modifiée pour profondeur moyenne. En Thaïlande, le PNUD, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues collaborent à un projet de développement des zones montagneuses.

93. Dans la plupart des pays de la région, les bureaux de pays et les bureaux régionaux de l'UNICEF, du PNUD, de l'Unesco, de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement (BASD) ont tenu périodiquement des réunions et constitué des groupes de travail informels pour planifier la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous.

94. Au niveau régional, l'UNICEF a collaboré avec la CESAP dans plusieurs domaines. Il a fait partie de groupes d'étude interinstitutions de la CESAP sur la participation des femmes au développement, les activités en faveur de la jeunesse, le développement rural intégré, la mise en valeur des ressources humaines et la reconstruction du Kampuchea. Il a participé à une réunion du Groupe spécial d'experts sur l'intégration des femmes au développement technologique ainsi qu'à une réunion régionale consacrée au développement des jeunes en Asie et dans le Pacifique. Il a été représenté aux réunions d'un comité directeur parrainé par la CESAP, des organismes non gouvernementaux, travaillant au Kampuchea et avec les réfugiés se trouvant dans les zones frontalières. En outre, l'UNICEF a contribué périodiquement à WINAP, bulletin trimestriel de la CESAP concernant le rôle de la femme dans le développement. A sa quarante-cinquième session, la CESAP a adopté une résolution relative à la proposition de stratégie régionale de développement social à l'horizon 2000.

95. L'UNICEF a continué d'aider le bureau régional de l'International Baby Food Action Network en Malaisie en mettant à sa disposition des fonds pour le Forum international sur la crise en matière d'alimentation des nourrissons qu'il a organisé à Manille au début d'octobre 1989. Par ailleurs, l'UNICEF a financé la publication de la revue de l'Asia-Pacific Academic Consortium for Public Health.

II. CHINE

A. Evolution politique et économique

96. Les graves troubles qui se sont produits en Chine au printemps et en été 1989 ont non seulement fait la une des journaux du monde entier mais, en outre, ont peut-être marqué un tournant dans l'évolution que connaîtra le pays pendant un certain temps. La politique de réforme et d'ouverture pratiquée au cours de la dernière décennie a mis en lumière des contradictions multiples - entre la libéralisation économique et l'orthodoxie idéologique, entre les valeurs traditionnelles et les attraits de la culture occidentale, entre les inégalités de la liberté sur le plan économique et l'éthique socialiste égalitaire et entre le contrôle exercé par une structure politique monolithique et la nécessité d'exprimer la multitude des points de vue en une période de transition sociale. La voie choisie par le Gouvernement semble être l'adhésion inconditionnelle à une ligne de conduite dictée par une orientation politique conservatrice, reflétant une vision du monde forgée plus par les luttes révolutionnaires du passé que par l'évolution du monde contemporain. Pendant ce temps, les contradictions fondamentales persistent et continuent de peser sur la société.

97. La continuation des réformes économiques et le maintien de l'ouverture sur le monde ont été annoncés publiquement. Parallèlement, certaines mesures et certaines déclarations de politique récentes montrent qu'on attache beaucoup d'importance à

la stabilité sociale et politique, à l'ordre public, à l'adhésion à l'idéologie, à l'instruction politique dispensée dans tous les lieux de travail et toutes les institutions visant à instaurer une "pensée unifiée" et, enfin, au développement du rôle du secteur public. Le renforcement du rôle du marché, la libération des prix, la séparation entre le parti et le fonctionnement courant du Gouvernement et des entreprises économiques, l'autonomie des entreprises, la diversité d'expression dans les médias et dans les arts et la liberté d'avoir et d'exprimer des opinions non conformes aux vues officielles sont relégués à l'arrière-plan, du moins pour le moment. Tous ces indicateurs d'une libéralisation politique et économique qui, lentement, avaient gagné du terrain au cours de la décennie écoulée, semblent actuellement en régression.

98. Le taux de croissance global de l'économie est resté élevé en 1988 et pendant le premier semestre 1989. Mais avec une croissance du produit national brut (PNB) de 11,2 % en 1988, les symptômes d'un essoufflement de l'économie ont persisté. Une estimation prudente officielle situait l'augmentation de l'indice des prix de détail à 18,5 % en 1988. Des pénuries d'énergie, de transports de matières premières industrielles et de matériaux de construction ont contribué à l'inflation, au déséquilibre de la croissance économique, à l'aggravation du chômage et à la baisse du rendement.

99. A l'actif, outre le taux de croissance global élevé, le développement du secteur industriel à un taux de 18 % en 1988 (le taux de croissance des entreprises rurales ayant été de 35 %). Néanmoins, la production céréalière a enregistré une baisse de 2,5 % par rapport à l'année précédente.

100. Par rapport à 1987, la valeur des exportations a progressé de 20,8 % en 1988 (pour atteindre 47,6 milliards de dollars) et celle des importations de 28 % (pour atteindre 55,3 milliards de dollars). La balance des opérations courantes accusait un léger déficit de 4,1 milliards de dollars. La composition du commerce extérieur a fait apparaître une croissance continue des exportations de biens manufacturés et de produits alimentaires non céréaliers ainsi qu'une augmentation de la part du commerce avec les pays en développement. En 1988, la dette extérieure s'élevait à 48 milliards de dollars, soit environ 13 % du PNB.

101. Les conséquences des événements récents ne sont pas encore totalement reflétées dans les statistiques économiques mais il est sûr qu'elles seront importantes. Les recettes du secteur touristique, estimées l'année dernière à 2 milliards de dollars, se sont pratiquement taries au second semestre 1989. Les principaux prêts et investissements extérieurs provenant de sources bilatérales, internationales et privées ont été suspendus, du moins pour le moment, et la confiance des investisseurs a été ébranlée. L'un des effets favorables sera de modérer le taux de croissance économique, ce que le Gouvernement essayait de faire ces deux dernières années sans grand succès. En 1989, le taux de croissance réelle devrait encore se situer juste en dessous de 10 % et l'on s'attend à un léger allègement de l'inflation par rapport à l'année précédente. Ce ralentissement atténuera l'inflation et le déséquilibre de l'économie mais aggravera les problèmes de chômage tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines ainsi que le sentiment de frustration d'une population déçue parce que, ces dernières années, elle avait cru de plus en plus en la possibilité d'une vie meilleure.

102. Les crédits et les dépenses budgétaires du Gouvernement central pour les deux derniers exercices n'ont enregistré qu'une modeste croissance en termes nominaux, insuffisante néanmoins pour contrebalancer les effets de l'inflation. Les crédits et les dépenses ont été globalement équilibrés en 1987 et 1988, bien qu'il ait fallu, pour les deux exercices, recourir modérément à la politique de déficit budgétaire pour compenser l'insuffisance des recettes. Les crédits combinés alloués à la santé et à l'éducation en 1987 et 1988 ont constitué respectivement 12 et 13 % du budget. Le crédit alloué au secteur social reste du même ordre en 1989. Il faut noter qu'en Chine, les dépenses de fonctionnement des services sociaux sont prises en charge essentiellement par les administrations régionales et locales. Le budget central ne donne donc qu'une image partielle du financement des services sociaux. Malheureusement, on ne dispose d'aucune information relative aux tendances budgétaires au niveau régional.

B. Etat et tendances du programme

103. En cette dernière année du cycle de programmation 1985-1989, les efforts ont été axés sur l'achèvement des projets, y compris l'utilisation de tous les fonds disponibles, sur l'évaluation des projets et la préparation du passage au nouveau cycle quinquennal commençant le 1er janvier 1990.

1. Santé et nutrition

104. Dans le domaine de la santé et de la nutrition, le couronnement du cycle a été la réalisation de l'objectif de l'immunisation universelle des enfants, puisque la couverture des quatre vaccins du PEV a dépassé les 95 % en 1988. On s'attache maintenant à atteindre d'ici la fin de 1990 l'objectif de la couverture universelle dans chacun des districts ruraux (plus de 2 000). La SMI a régulièrement progressé, surtout pour ce qui est d'étendre à 95 districts dans toutes les régions du pays (contre 30 auparavant) les résultats obtenus dans les districts modèles. Tablant sur ces expériences et ces enseignements, on prévoit pour le nouveau cycle une grande offensive en matière de SMI qui touchera 300 districts défavorisés. Si l'on obtient dans les 300 districts qui ont un taux de mortalité infantile élevé la même réduction de la mortalité et de la morbidité que dans les districts modèles, on aura fait un pas décisif vers la réalisation des objectifs nationaux de santé et de survie de l'enfant, qui sont supérieurs aux objectifs mondiaux.

105. Les autres activités de santé et de nutrition ont porté sur la formation, la recherche sur certaines maladies, la prévention des maladies endémiques, les projets de nutrition de l'enfant et l'éducation sanitaire. L'adaptation et la distribution de la version chinoise de Savoir pour sauver a été une activité multisectorielle d'éducation sanitaire.

2. Education de base

106. Neuf projets portaient directement sur l'éducation. Ils étaient destinés à améliorer à la fois la qualité de la formation des enseignants aux niveaux primaire, préscolaire et spécial et celle des livres de lecture, à faciliter la mise au point de matériels didactiques, de jeux scientifiques et mathématiques et de jouets éducatifs, ainsi qu'à fournir un appui dans le domaine de l'enseignement scientifique extrascolaire, notamment dans les régions éloignées.

107. Une assistance a été accordée à huit universités normales, à 17 écoles normales de niveau secondaire qui s'occupent de former avant l'emploi et en cours d'emploi des enseignants du niveau préscolaire, à 23 écoles normales d'instituteurs et à trois écoles normales qui assurent une formation dans le domaine de l'éducation spéciale. La priorité donnée à la formation en cours d'emploi sera maintenue au cours du prochain cycle et complétée par un appui aux méthodes de télé-enseignement. Au cours de ce nouveau cycle, on explorera une voie inédite avec un projet de renforcement de l'enseignement primaire consistant à soutenir les groupes parents-enseignants qui s'efforcent d'améliorer les conditions d'enseignement et les résultats scolaires. L'appui à l'élaboration de textes de lecture et d'auxiliaires d'enseignement ainsi qu'à l'enseignement scientifique extrascolaire dans les régions défavorisées se poursuivra. Ces actions devraient favoriser la réalisation de l'éducation pour tous, notamment la généralisation et l'amélioration qualitative de l'enseignement primaire.

3. Intégration des femmes au développement

108. Les activités, axées sur l'amélioration de la condition et du rôle des femmes et leur intégration au développement, ont porté sur la formation de cadres féminins, sur l'aide à la formation des enseignantes et à l'élaboration de programmes d'enseignement (pour les établissements préscolaires gérés par les collectivités, tels que les encourage l'All China Women's Federation), et sur la formation de vulgarisatrices au sein de communautés tibétaines. L'All China Women's Federation a aussi dirigé dans trois provinces relativement défavorisées des projets consistant à mobiliser la population pour le PEV. Durant le nouveau cycle, on mettra également l'accent sur l'éducation familiale, l'alphabétisation des femmes et la promotion des droits de l'enfant.

4. Développement de l'enfant

109. Au cours des deux dernières années, le centre qui s'occupe en Chine des questions de développement de l'enfant s'est principalement consacré au groupe d'âge le plus vulnérable, celui des enfants jusqu'à 3 ans, sur lequel ont été axées des activités de recherche appliquées et de formation et la production de matériel pédagogique. Au cours du nouveau cycle, le centre s'occupera surtout de régions défavorisées et éloignées où vivent des minorités et mettra sur pied des activités à réaliser en coopération avec l'All China Women's Federation.

5. Incapacités chez les enfants

110. Six projets se rapportant aux incapacités chez les enfants ont été réalisés au cours du cycle actuel : orientation de l'action des travailleurs sociaux vers la rééducation par la communauté elle-même; enquête sur les incapacités chez les enfants dans huit provinces; voyages d'échanges et d'étude; expériences d'intervention dans le domaine de l'arriération mentale; prévention de l'insuffisance auditive et éducation à ce sujet; publication de textes en braille.

111. Les activités du nouveau cycle consisteront essentiellement à définir une démarche englobant à la fois la prévention, la détection rapide, la rééducation au sein de la communauté même et l'éducation du public. Les activités de coopération

porteront notamment sur la création de centres d'information, la mise en oeuvre de projets de démonstration et le renforcement des moyens d'action. On soutiendra également la recherche opérationnelle et les démonstrations de dépistage précoce et de traitement.

6. Régions défavorisées

112. Après l'examen à mi-parcours de 1987, un projet de services de base avait été mis en oeuvre dans des régions défavorisées de deux provinces. Son évaluation n'est pas terminée, mais les premiers résultats sont assez positifs pour justifier la poursuite de cette initiative dans trois provinces au cours du nouveau cycle. On propose en outre d'étendre cette action à six autres provinces pauvres de l'ouest et du sud-ouest du pays, grâce à des projets financés au moyen de fonds supplémentaires.

7. Evaluation

113. Les évaluations et les études ont occupé une place importante dans les programmes et on s'est appuyé sur leurs résultats pour mettre en forme le programme du nouveau cycle. Des contrôles, opérés selon les méthodes classiques ou moins formellement organisés, ont contribué à améliorer la qualité et l'exécution des projets.

8. Opérations et gestion

114. On a continué de mettre l'accent sur le perfectionnement du personnel, notamment en ce qui concerne l'amélioration des compétences professionnelles et des connaissances en anglais du personnel national. En matière d'approvisionnement, on est parvenu à remédier quelque peu aux retards et aux faiblesses qui avaient été constatées précédemment dans la localisation des achats et des livraisons. Durant la dernière année du cycle de programme, il était encore difficile de respecter les dates limites d'arrivée, mais on espère éviter les dérapages trop importants dans la livraison des fournitures.

9. Relations extérieures

115. Le plaidoyer en faveur des enfants a été bien soutenu par les médias nationaux, qui ont lancé la version chinoise du rapport sur la Situation des enfants dans le monde, et divers événements notables tels que la réalisation des objectifs de la vaccination universelle des enfants et l'adoption du nouveau programme de pays ont retenu l'attention. Une conférence internationale sur le projet de convention relative aux droits de l'enfant était prévue pour novembre 1989. La publication, grâce à une collaboration intersectorielle, de la version chinoise de Savoir pour sauver, a beaucoup contribué à mobiliser le public. Les conditions actuelles ne sont pas favorables à la collecte de fonds, ce qui devra retenir tout particulièrement l'attention du siège. La promotion des cartes de vœux, quelque peu perturbée par la situation politique, devrait néanmoins donner de bons résultats.

C. Coopération interorganisations

116. En matière de santé et de nutrition, l'UNICEF a continué de coopérer étroitement avec l'OMS, notamment en ce qui concerne le PEV, la lutte contre les maladies diarrhéiques et les affections aiguës des voies respiratoires, l'éducation sanitaire et les systèmes d'information. Les relations avec le FNUAP se sont rapidement développées l'an dernier à l'occasion de la planification commune du projet de SMI pour le nouveau cycle. Le projet de fonds interorganisations pour la surveillance nutritionnelle en Chine, qui a commencé à se concrétiser avec l'appui du Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination, a permis de renforcer les relations avec l'OMS et la FAO dans le domaine de la nutrition. De multiples liens ont également été maintenus avec les autres organisations qui exécutent des projets dans le pays.

117. Un homologue du Groupe consultatif mixte des politiques a été constitué en Chine. L'UNICEF participe actuellement à la mise au point d'un projet à réaliser dans la province du Yunnan en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le PNUD et le FNUAP. On envisage de faire appel à l'All China Women's Federation et au centre chinois qui s'occupe des questions de développement de l'enfant pour promouvoir l'éducation familiale et communautaire et un élément de programme relatif au développement de l'enfant en bas âge.

118. La collaboration avec l'OMS et l'Unesco a joué un rôle important dans le lancement de Savoir pour sauver. On compte qu'elle se poursuivra tandis que l'on travaillera à adapter les messages pertinents aux programmes des écoles primaires en prévision du programme d'éducation d'enfant à enfant et d'enfant à adulte prévu pour 1991-1992.

119. L'UNICEF a coopéré avec plusieurs organisations bilatérales et multilatérales et avec des ONG dans le cadre d'activités axées sur le développement des enfants et les incapacités dans ce groupe. Le British Council et l'Agence danoise de développement international (DANIDA) ont aidé à organiser des cours d'orientation sur la question du développement du jeune enfant, ainsi qu'à sélectionner des personnes de recours pour les activités se rapportant aux incapacités chez les enfants et à assurer leur formation en Chine et à l'étranger. Des négociations préliminaires ont eu lieu avec la DANIDA au sujet de la création de fonds autorenouvelables destinés à aider les handicapés en Chine, et plus récemment des contacts ont été pris avec le Save the Children Fund (Royaume-Uni) en vue d'une action commune en faveur de ce groupe. Réhabilitation internationale a régulièrement fourni son aide et des documents.

120. Les quatre organismes de parrainage, de même que d'autres organisations participantes telles que la BASD, ont apporté leur concours à la préparation sur le plan national de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, l'UNICEF servant de centre de liaison. Cette collaboration devrait se poursuivre à l'occasion des actions qui seront menées dans le prolongement de la conférence.

D. Stratégies des années 90

121. On compte que les principaux objectifs de l'action menée pour assurer la survie et le développement des enfants, définis dans l'examen de la politique générale effectué en 1989 à l'intention du Conseil d'administration, seront

atteints. Mais cela ne doit pas faire oublier que les objectifs sectoriels considérés individuellement ne constituent pas une base suffisante pour formuler les stratégies des années 90 et de la veille du XXI^e siècle.

122. Si louables qu'elles soient, les réalisations au plan national restent, lorsqu'on les examine de plus près, insuffisantes dans au moins trois cas : a) lorsque les politiques et les actions doivent dépasser les limites sectorielles traditionnelles et que l'efficacité commande de considérer l'enfant dans sa totalité; b) dans les zones économiquement et culturellement défavorisées, où la prestation de services de base exige des efforts concertés de la part de l'administration et des collectivités parce qu'on ne peut pas compter sur la prospérité générale pour mettre en place des substituts privés aux services publics essentiels; c) lorsqu'il s'agit de promouvoir les droits de l'enfant qui affirment la personnalité individuelle de celui-ci et sa dignité en tant qu'être humain et doivent lui permettre de réaliser pleinement son potentiel.

123. Les responsables chinois ont apparemment reconnu le problème. En septembre 1989, le Premier Ministre a annoncé que le Gouvernement avait décidé de créer sous la tutelle du Conseil d'Etat (le plus haut organe de gouvernement) un groupe directeur chargé de coordonner les activités relatives aux enfants et aux jeunes.

124. La principale difficulté en Chine est de mettre sur pied un système complet, qui permette de répondre aussi efficacement que possible aux besoins de l'enfant dans son intégralité. Parmi les aspects importants à considérer lors de l'élaboration d'une stratégie, il faudra : a) articuler et mettre en oeuvre des priorités générales qui seront axées sur des objectifs largement approuvés, se renforceront les unes les autres et permettront à elles toutes de répondre aux besoins critiques des enfants dans telle ou telle situation; b) élaborer et mettre en place un mécanisme permettant de détecter, dans des situations précises, les éléments dont les enfants ont un besoin critique pour pouvoir survivre et se développer, définir une base de référence pour certains indicateurs essentiels et suivre l'évolution de ces derniers; et c) adapter peu à peu, pour certains ensembles géographiques ou démographiques, le dosage d'objectifs essentiels qui constituent le système de réponse face aux besoins critiques des enfants.

125. L'une des étapes stratégiques de la mise au point d'un système efficace consistera à créer un dispositif simple, largement applicable et culturellement adapté, qui permette de surveiller les facteurs fondamentaux qui interviennent dans le développement des jeunes enfants. En Chine, l'UNICEF prévoit d'étudier dans les années à venir les perspectives d'établissement d'un dispositif de surveillance à grande échelle auquel seraient reliés des systèmes appropriés de réponse aux besoins critiques des enfants.
